

# LoCAL

## réalisations 2020



Copyright © 2021 LoCAL-UNCDF. Tous droits réservés.

United Nations Capital Development Fund (UNCDF)  
Two UN Plaza, 26th Floor  
New York, NY 10017, États-Unis

Secrétariat LoCAL (monde et Afrique)  
UNCDF  
Boulevard du Régent 37, 1000  
Brussels, Belgium

Secrétariat LoCAL (Asie Pacifique)  
UNCDF  
UN ESCAP Building, 7th Floor, Block B, Rajdamnern Nok Avenue  
Bangkok 10200, Thailand

*Courriel* : [LoCAL.Facility@uncdf.org](mailto:LoCAL.Facility@uncdf.org)  
*Site web* : <https://www.uncdf.org/local/homepage>

*Auteurs* : Ludovica Amatucci et Sophie De Coninck, avec les contributions techniques de Kulrisa Shayavee et de Rafael Moser, ainsi que du personnel des pays de la facilité LoCAL, sous la direction de David Jackson, directeur du département pour la finance du développement local, UNCDF

*Conception et édition* : Nita Congress

*Traduction* : Cédric Jancloes

*Photo de couverture* : Helvisney dos Reis Cardoso © UNCDF / Mozambique

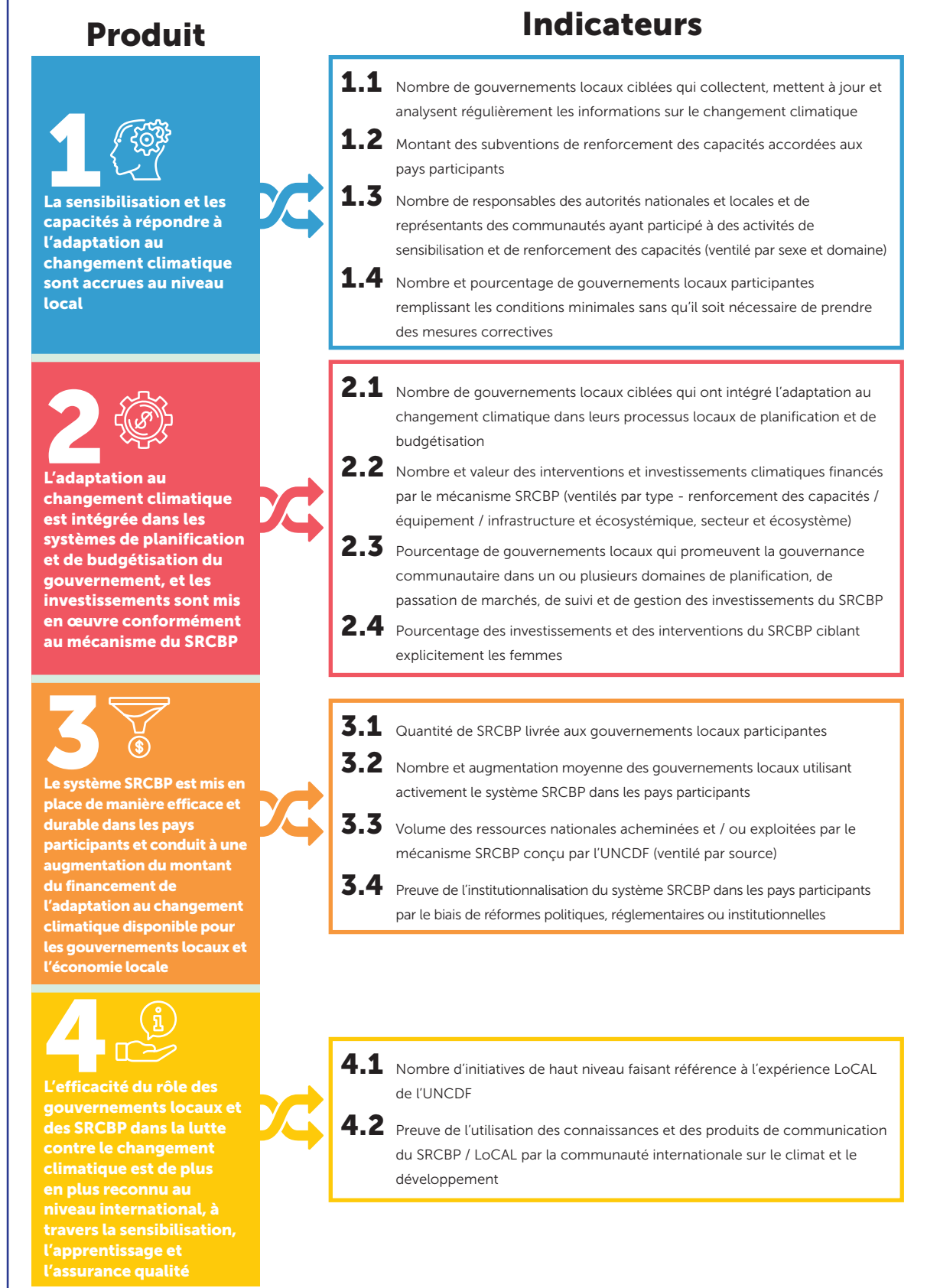
Les vues exprimées dans cet ouvrage sont de la responsabilité des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle de l'UNCDF, les Nations unies, ou l'une de ses organisations affiliées ou ses États membres. Les désignations employées et la présentation adoptée sur les cartes et les graphiques contenus dans cette publication ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise de position de la part du Secrétariat des Nations Unies ou de l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou régions ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

# réalisations 2020

**E**n deuxième phase d'expansion mondiale, LoCAL continue à aller de l'avant, menant une série d'actions au niveau international et dans plus de 20 pays, afin de réaliser la vision projetée par les membres du conseil de LoCAL, de « *devenir un mécanisme national standard et reconnu au niveau international pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, qui soutient l'accès direct au Fonds vert pour le climat (FVC) et à d'autres entités et mécanismes de financement climatique (sources de financement climatique nationales et internationales) dans le but de transférer et de déployer efficacement des ressources aux gouvernements locaux par le biais d'institutions et de systèmes nationaux pour renforcer l'adaptation au changement climatique et la résilience, de manière vérifiable et alignée sur les objectifs de l'Accord de Paris (contributions déterminées au niveau national et plans nationaux d'adaptation) et les objectifs de développement durable liés au climat* ».

Le rapport annuel 2020 de LoCAL détaille les réalisations de LoCAL par produits et par indicateurs (figure 1). Le [tableau 5](#), à la fin du document, présente un aperçu des progrès accomplis jusqu'en décembre 2020 par rapport aux objectifs établis. Voici quelques points culminants des réalisations de l'année :

- Fin décembre 2020, LoCAL était **déployé** dans 14 pays d'Afrique, d'Asie et du Pacifique. Treize autres pays - **Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Fidji, Jamaïque, Libéria, Malawi, Pakistan, São Tomé et Príncipe, Sénégal, les Îles Salomon, Soudan, Ouganda et Vanuatu** - ont soumis des demandes officielles pour le déploiement de LoCAL et sont au stade de conceptualisation et/ou de développement de notes de cadrage, qui éclaireront les besoins de mobilisation de ressources pour le lancement de la première phase.
- En 2020, LoCAL **s'est engagé avec** 304 gouvernements locaux dans 12 pays, atteignant une population de bénéficiaires indirects de plus de 11,5 millions. Par rapport à l'année 2019, 24 nouveaux gouvernements locaux ont bénéficié de l'assistance de LoCAL. Cela représente une augmentation de 9 % par rapport à 2019, soit 11 fois plus qu'en 2014, lorsque LoCAL était déployé dans 29 gouvernements locaux de sept pays.
- La Facilité LoCAL a **mobilisé** 14,36 millions de dollars en financements directs et parallèles. Plus de la moitié des ressources mobilisées en 2020, soit 6,37 millions de dollars, provenaient de financements parallèles, ce qui démontre l'effet catalytique du mécanisme LoCAL dans la mobilisation de sources variées de financement climatique, par le biais des

Figure 1 : **Résultats et indicateurs LoCAL**



Subventions pour la Résilience Climatique Basées sur la Performance (SRCBP). En 2020, la Facilité LoCAL a **fourni** 14,27 millions de dollars de fonds mobilisés aux pays participants et aux gouvernements locaux sous forme de subventions, de renforcement des capacités et d'appui opérationnel aux niveaux national et infranational. Depuis sa création, LoCAL a mobilisé un total de 99,07 millions de dollars, dont 26 millions de dollars. (environ 26 %) en financements parallèles.

- Les pays ont continué de **poursuivre avec succès leur transition** grâce à l'approche par phases de LoCAL. En 2020, le **Ghana** et le **Niger** ont obtenu un soutien financier pour leur transition de la phase I à la phase II. Au **Mali** et au **Mozambique** de nouveaux gouvernements locaux se sont engagés dans les régions / provinces vulnérables au climat, jetant les bases d'un apprentissage inter-régional et d'un déploiement plus large du mécanisme LoCAL dans diverses zones climatiques.
- En 2020, 595 interventions d'adaptation au changement climatique ont été financées dans six pays - **Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Lesotho, Mozambique** et **Niger** - à l'aide des SRCBP. Cela porte à 1,686 le nombre d'interventions d'adaptation au changement climatique réalisées par LoCAL depuis 2014. Environ 1,01 million de bénéficiaires directs - dont 512 000 femmes - ont bénéficié des investissements mis en œuvre par LoCAL en 2020. Depuis 2014, LoCAL a atteint plus de 2,7 millions de bénéficiaires directs et plus de 11,5 millions de bénéficiaires indirects.
- Peu de temps après l'approbation par le CCNUCC des lignes directrices de LoCAL comme outil d'orientation supplémentaire pour l'élaboration des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA), LoCAL a participé aux 37ème et 38ème réunions du Groupe d'Experts des Pays les Moins Avancés (LEG) ; l'objectif étant de proposer LoCAL comme

mécanisme pour améliorer **l'intégration verticale dans le cadre du processus PNA des PMA** et de contribuer à la Vision 2050 des PMA. LoCAL a également participé aux réunions du Comité d'adaptation de la CCNUCC et du Comité permanent des finances de la CCNUCC, contribuant aussi aux appels à soumissions des besoins et des lacunes en matière d'adaptation, en soulignant le soutien amené par LoCAL pour résoudre ces problèmes. À la suite de son engagement avec le Comité de l'Adaptation, LoCAL a été reconnu comme un outil et comme une méthode d'adaptation, qui figure maintenant sur le [Portail de connaissances sur l'adaptation](#) de la CCNUCC.

- LoCAL et ses pays membres ont plaidé pour une meilleure reconnaissance du rôle des gouvernements locaux dans la lutte contre le changement climatique lors **de plusieurs événements de haut niveau** et par la diffusion de publications pertinentes. Les exemples incluent les Dialogues sur le climat de la CCNUCC 2020, au cours desquels l'UNCDF a organisé un forum parallèle sur le rôle des gouvernements infranationaux et de leurs communautés pour accélérer l'adaptation menée localement : « L'expérience des mécanismes de financement nationaux dans le cadre des CDN et du processus PNA ». Pendant la cérémonie d'ouverture des Dialogues sur le Climat, LoCAL a été promu en tant que mécanisme de soutien aux PMA pour intensifier la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris, grâce à l'intervention du Ministre de l'Environnement, du Changement climatique et des Ressources naturelles de **la Gambie**, lors d'une présentation sur la Vision 2050 des PMA et Initiatives : « Synergie avec les mécanismes d'appui aux PMA dans le cadre de la CCNUCC ».
- Le Comité d'aide au développement (CAD) a invité LoCAL à contribuer et partager son expérience dans la préparation de la rédaction

du rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), « [Renforcer la résilience climatique : orientations à l'intention des gouvernements et de la coopération au développement](#) ». LoCAL a partagé ses expériences et a fourni des recommandations sur la manière d'impliquer les partenaires de développement et les gouvernements qui cherchent à impliquer les gouvernements locaux pour accroître la résilience des communautés face au changement climatique, et sur la manière de maintenir le principe de subsidiarité dans la conception et la mise en œuvre de stratégies et de programmes sur le changement climatique. L'expérience de LoCAL au **Ghana** a été intégrée dans la publication.

- LoCAL maintient ses efforts vers la création d'un **standard de l'Organisation Internationale de Normalisation (ISO)** afin de garantir une mise en application et un usage cohérent, normalisé et de qualité du mécanisme. Un groupe de travail a été mis en place dans le cadre du comité technique de l'ISO chargé de superviser les normes sur la gestion des gaz à effet de serre et les activités connexes, pour soutenir le développement de LoCAL en tant que norme internationale, ISO 14093. Le groupe de travail s'est réuni en octobre 2020 pour analyser et discuter des améliorations apportées à la proposition pour l'obtention de la certification ISO. Pour soutenir ce travail, l'UNCDF a mis en place un comité d'experts ISO LoCAL, composé principalement de représentants et d'experts des gouvernements nationaux et locaux du **Bénin**, du **Bhoutan**, du **Cambodge**, de **La Gambie** et du **Niger**, ayant tous une connaissance approfondie du mécanisme LoCAL.
- Le **Bhoutan Trust Fund for Environmental Conservation (BT FEC)**, une agence gouvernementale engagée avec LoCAL, a été **accréditée auprès du Fonds Vert pour le Climat** (FVC) en 2020 avec le soutien de

LoCAL. Avec l'accréditation du BT FEC, c'est ainsi la troisième institution soutenue par LoCAL qui gagne un accès direct au FVC, avec d'autres entités au **Bénin** et au **Cambodge**. LoCAL étend son assistance dans ce domaine à quatre autres entités de ce type au **Bhoutan**, au **Mali**, au **Niger** et au **Tanzanie**.

- Les efforts de LoCAL pour **soutenir l'accès direct des pays aux fonds climatiques verticaux** se sont étendus à un portefeuille d'environ 120 millions de dollars, avec des notes conceptuelles et des propositions de financement en phase de développement avec des entités régionales et nationales accréditées pour un accès direct. LoCAL a établi un partenariat avec la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et le Secrétariat de la Communauté du Pacifique dans le co-développement de propositions régionales au FVC. D'autres efforts sont entrepris avec le Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC) au **Bénin** pour élargir la couverture de LoCAL dans 30 communes ; avec le Secrétariat du Comité National pour le Développement Démocratique Infranational (NCDD-S) au **Cambodge** et avec le BT FEC au **Bhoutan** pour consolider leur mise en place de la troisième phase de LoCAL.

## Impact

### Pays participants et bénéficiaires

L'objectif d'expansion mondiale de LoCAL a été largement atteint, dépassant les objectifs en termes de pays participant et de gouvernements locaux. LoCAL a vu le nombre de gouvernements locaux participantes passer de 29 dans 7 pays en 2014 à 304 dans 12 pays à ce jour, soit 11 fois plus de gouvernements locaux engagées en moins de cinq ans. En décembre 2020, LoCAL comptait une population de bénéficiaires indirects de plus de 11,5 millions de personnes. Le tableau 1 fait

état du total des populations des gouvernements locaux soutenus par LoCAL.

Au cours de cette période, 13 autres pays ont exprimé leur intérêt à participer à LoCAL : **Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Fidji, Jamaïque, Libéria, Malawi, Pakistan, São Tomé et Príncipe, Sénégal, les Îles Salomon, Soudan, Ouganda** et **Vanuatu**. À la fin de 2020, LoCAL était en cours de réalisation d'exercices de cadrage / conceptualisation dans ces pays. Des efforts avec leurs gouvernements respectifs sont en cours, afin d'explorer les modèles de collaboration et les possibilités de financement. En décembre 2020, 27 pays participaient à LoCAL.

Les projets LoCAL dans ces pays sont à des phases de maturité différentes. En 2020, LoCAL a soutenu des projets pilotes (phase I) dans sept pays, une consolidation (phase II) dans cinq pays et une mise à l'échelle (phase III) dans deux pays. La Facilité a également soutenu deux pays dans leur transition entre les phases :

**Tableau 1 : Populations des gouvernements locaux soutenus par LoCAL en décembre 2020**

Pays	Population
Bangladesh	1 864 412
Bénin	860 586
Bhoutan	206 288
Cambodge	3 598 558
La Gambia	176 620
Ghana	1 202 573
Lesotho	165 590
Mali	107 541
Mozambique	1 993 950
Niger	514 057
Tanzanie	846 281
Tuvalu	1 642
<b>Total</b>	<b>11 538 098</b>

**Remarque :** La RDP lao et le Népal ne sont pas inclus car ils sont en train de passer à la phase II.

- Au **Ghana**, l'UNCDF, en partenariat avec SNV, une ONG néerlandaise, a obtenu un financement du Fonds Fiduciaire d'Urgence de l'Union européenne (UE) pour l'Afrique pour le programme Boosting Green Employment and Enterprise Opportunities in Ghana (GrEEEn). En utilisant les SRCBP pour créer des emplois grâce à des programmes de « Argent contre Travail » et pour donner des contrats aux petites et moyennes entreprises (PME) locales, l'initiative s'appuie sur les expériences de la première phase de LoCAL. Elle vise à soutenir la création d'emplois dans les régions à hauts flux migratoires au Ghana, en créant des écosystèmes qui facilitent le développement des micro, petites et moyennes entreprises et qui facilitent la transition des économies locales vers un développement vert et résilient au climat. L'initiative intègre désormais LoCAL-Ghana Phase II.

- Au **Niger**, LoCAL a obtenu un financement du Partenariat NDC et du Fonds Italien pour les Migrations pour mettre en œuvre sa deuxième phase. Par le biais de son programme d'amélioration de l'action climatique, le Partenariat NDC vise à aider les pays à accélérer la mise en œuvre des CDN ; le Fonds Italien pour les Migrations cherche à s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière dans les pays d'origine en améliorant la résilience des communautés. Grâce à cet appui, neuf communes sont ainsi ciblées par LoCAL, dans trois régions vulnérables du Niger.

## Mobilisation et livraison des ressources

Depuis sa création en 2014, LoCAL a **mobilisé** 99,07 millions de dollars en financements directs et parallèles, dont 14,36 millions de dollars mobilisés rien qu'en 2020. Le financement parallèle pour 2014-2020 s'élève à 26,06 millions de dollars, soit 26,35 %. En 2020, près de la moitié

des ressources mobilisées (6,37 millions de dollars) provenaient de financements parallèles.

Le total cumulé des fonds **versés** par LoCAL est de 42,14 millions de dollars (tableau 2). Rien qu'en 2020, LoCAL a versé 14,27 millions de dollars, dont 12,99 millions (91 %) sont allés aux pays participants et aux gouvernements locaux sous forme de subventions, de renforcement des capacités et de soutien opérationnel aux niveaux national et infranational. Environ 52 % des fonds en 2020 (7,35 millions de dollars) ont été versés en transferts directs aux pays de LoCAL, sous la forme de SRCBP et de subventions pour le renforcement des capacités et le renforcement des institutions.

En termes de **produits réalisés** en 2020 (figure 2), 62 %, ou 8,6 millions de dollars, ont été versés pour le Produit 2 (intégration et investissements) ; il s'agissait principalement d'investissements locaux dans l'adaptation au changement climatique et de l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les plans publics locaux. Quinze pour cent, soit 2,1 millions de dollars, ont été

décaissés pour le Produit 1 (sensibilisation et capacités), à titre d'appui au renforcement des capacités et d'assistance technique et opérationnelle aux gouvernements nationaux et communautés locales. Le Produit 3 (mécanisme de financement) a reçu 14 %, soit 2 millions de dollars, principalement pour des activités d'appui au déploiement, à l'institutionnalisation et à la consolidation du système SRCBP dans les pays, y compris la réalisation d'évaluations annuelles des performances. Enfin, 8 %, soit 1,08 millions de dollars, ont été versés pour la réalisation du Produit 4 (sensibilisation, apprentissage et assurance de la qualité).

Le tableau 3 présente les **totaux cumulatifs de toutes les sources de financement de LoCAL**. Au fil des ans, l'UE a apporté un soutien d'un montant total de 41,3 millions de dollars à l'expansion mondiale du portefeuille LoCAL et aux initiatives nationales sélectionnées par le biais de différentes enveloppes de financement, notamment l'Alliance Mondiale pour le Changement Climatique Plus (AMCC+), le Fonds Fiduciaire de l'UE, l'Instrument de Coopération au Développement et le Fonds Européen de Développement. Le soutien de l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida) à LoCAL, au fil des ans, s'élève à plus de 31,4 millions de dollars. Le deuxième plus grand bailleur de fonds au fil du temps a été le Gouvernement Royal du **Cambodge** avec 12,9 millions de dollars, y compris un prêt concessionnel du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) au titre du Programme de Services Agricoles pour l'Innovation, la Résilience et l'Extension de services (ASPIRE). Les autres grands bailleurs de fonds sont le Gouvernement du **Bangladesh**, le Programme des Nations Unies pour le Développement – le Fond pour l'Environnement Mondial (GEF), la Coopération Belge, les ressources propres de l'UNCDF et le Ministère Coréen de l'Environnement. Le reste du financement a été fourni par diverses entités des

Figure 2 : **Versements de LoCAL par produits, 2020**

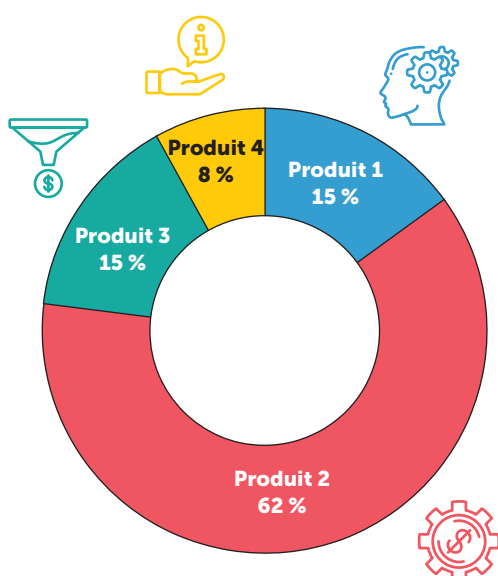




Tableau 2 : **Versements cumulés LoCAL 2014-2020**

Pays	2014-2019	2020	Total
Bangladesh	5 054 901	2 869 538	7 924 440
Bénin	943 483	76 725	1 020 207
Bhoutan	796 235	56 197	852 432
Burkina Faso	0	27 422	27 422
Cambodge	2 901 073	540 144	3 441 218
Côte d'Ivoire	20 339	20 800	41 139
Fidji	10 398	0	10 398
La Gambie	1 960 154	2 339 794	4 299 947
Ghana	577 499	1 157 065	1 734 564
Guinée	2 456	0	2 456
Jamaïque	0	15 700	15 700
RDP lao	2 031 931	27 475	2 059 406
Lesotho	85 226	102 082	187 308
Libéria	0	26 119	26 119
Mali	887 546	389 044	1 276 589
Malawi	0	16 150	16 150
Mozambique	4 179 725	3 810 243	7 989 968
Nepal	411 034	0	411 034
Niger	783 571	908 555	1 692 126
Ouganda	48 231	0	48 231
Pakistan	0	18 100	18 100
Palestine	0	14 450	14 450
Pérou	0	10 443	10 443
Rwanda	0	14 850	14 850
Îles Salomon	13 739	10 200	23 939
São Tomé et Príncipe	1 422	17 920	19 343
Sénégal	0	15 400	15 400
Tanzanie	177 317	45 135	222 453
Tchad	18 200	0	18 200
Tuvalu	564 944	170 400	735 344
Vanuatu	4 950	0	4 950
Afrique de l'Ouest	30 948	120 348	151 296
Pacifique	0	28 808	28 808
Secrétariat mondial	4 871 201	540 205	5 411 406
GMS (coût indirect)	1 490 099	884 510	2 374 609
<b>Total</b>	<b>27 866 621</b>	<b>14 273 822</b>	<b>42 140 442</b>

Nations Unies (ONU) et par les gouvernements des pays de LoCAL (**Bénin**, **Bhoutan** et **Mali**) ; ainsi que par les gouvernements d'Andorre, de Catalogne, d'Italie et du Liechtenstein.

Les faits saillants de la mobilisation des ressources et du partenariat en 2020 sont les suivants :

- Au **Bangladesh**, l'agence Sida a prolongé son engagement envers LoCAL / Initiative des Gouvernements Locaux sur le Changement Climatique (LoGIC) avec une nouvelle subvention d'environ 2 millions de dollars<sup>1</sup>. Ce financement permettra au mécanisme de continuer à fonctionner dans 72 districts, en fournissant des SRCBP, une assistance technique dédiée et un renforcement des capacités aux autorités nationales et infranationales.
- Avec le soutien budgétaire de l'UE, le gouvernement du **Bhoutan** a engagé 7 millions de dollars pour soutenir la mise à l'échelle nationale de LoCAL, permettant au pays de reproduire le système SRCBP dans 100 de ses 205 gewogs. Pour le cycle 2020/2021, environ 1,9 million de dollars ont été alloués en tant que SRCBP aux 100 gewogs.
- Au **Cambodge**, la phase III de LoCAL a été soutenue par le Fonds gouvernemental de district / municipalité / Khan (DMK) et le FIDA, par le biais d'un prêt concessionnel au gouvernement. Ce financement parallèle a permis au Cambodge de continuer à déployer le SRCBP dans 32 districts de 8 provinces. Une subvention d'un million de dollars du Ministère Coréen de l'Environnement et de K-Water a été utilisée pour lancer un projet sur des solutions d'approvisionnement en eau innovantes et décentralisées pour assurer la sécurité et la résilience des systèmes de canalisations résidentiels. L'intervention pilote une infrastructure d'approvisionnement

<sup>1</sup> LoCAL a été intégré au LoGIC du Bangladesh, un effort financé en grande partie par l'ASDI et l'UE.

**Tableau 3 : Sources de financement du programme mondial LoCAL, 2014-2020 (\$)**

Provenance	Financement
Coopération Belge <sup>1</sup>	1 964 085
Cambodge DMK Fund Investment <sup>3</sup>	9 021 184
Investissement gouvernemental Cambodgien (prêt du FIDA) <sup>3</sup>	3 960 993
Catalan / Mozambique <sup>1</sup>	300 000
UE Bangladesh <sup>1</sup>	4 400 000
UE Bhoutan <sup>3</sup>	7 000 000
UE La Gambie <sup>1</sup>	6 400 000
UE Ghana <sup>1</sup>	6 000 000
UE Mozambique <sup>1</sup>	4 908 674
UE AMCC+I <sup>2</sup>	4 904 750
UE AMCC+II	7 750 400
Gouvernement d'Andorre	22 213
Gouvernement du Bangladesh <sup>3</sup>	2 773 294
Gouvernement du Bénin <sup>3</sup>	410 000
Gouvernement du Mali <sup>3</sup>	755 000
Gouvernement du Liechtenstein	160 000
Programme JPO Italie (en nature)	460 000
Ministère Italien des Affaires Etrangères	150 000
Ministère Coréen de l'Environnement	1 000 000
Partenariat NDC	572 080
Une ONU / Mali	400 000
Sida / Bangladesh <sup>1</sup>	6 172 166
Fonds Sida / Booster	5 260 870
Sida / Cambodge <sup>1</sup>	2 288 287
Fonds fiduciaire Sida / Last Mile	937 107
Sida / Mozambique <sup>1</sup>	13 800 000
Sida / PFIS <sup>1</sup>	3 000 000
UNCDF	1 689 550
PNUD-FEM <sup>3</sup>	2 145 000
PNUD au Niger	450 000
Fonds Commun des ODD de l'UNICEF (Ghana)	15 000
<b>Total</b>	<b>99 070 654</b>

**Remarque :** DMK = district / municipalité / *khan* ; FEM = Fonds pour l'Environnement mondial ; FIDA = Fonds International de Développement Agricole ; JPO = administrateur auxiliaire ; PFIS = Cadre de partenariats pour la croissance inclusive et le développement durable ; PNUD = Programme des Nations Unies pour le développement.

<sup>1</sup> Financement direct au niveau des projets nationaux dans le cadre du document du programme mondial LoCAL.

<sup>2</sup> Montant de la contribution ajusté pour correspondre au revenu réel reçu en dollars américains.

<sup>3</sup> Financé par un budget parallèle.

en eau à petite échelle et cherche à tester des modèles commerciaux durables pour aborder la gestion des ressources en eau et la prestation de services dans les zones rurales.

- Au **Niger**, 361 800 dollars et 150 000 dollars ont été mobilisés respectivement auprès du Partenariat NDC et du Fonds Italien pour les Migrations pour mettre en œuvre la deuxième phase de LoCAL. Les fonds ont fourni 450 000 dollars sous forme de SRCBP à neuf communes et ont permis de cofinancer des activités d'intégration et de soutien au profit des communautés vulnérables au climat et sujettes à la migration.
- À **São Tomé et Príncipe**, le Partenariat NDC a fourni 51 563 dollars pour financer une évaluation nationale des risques climatiques qui fournira des informations sur les besoins les plus urgents en termes de danger, d'exposition et de vulnérabilité, tout en complétant la conceptualisation de LoCAL et en guidant son déploiement en fonction des fonds et ressources mobilisées.

## Accès direct au financement climatique international

LoCAL aide les partenaires nationaux à débloquer des ressources supplémentaires qui garantiront le maintien et le développement des résultats au-delà de la fin de la période de financement de LoCAL. Cette aide inclut le soutien pour obtenir un accès direct au Fonds Vert pour le Climat, un appui budgétaire et d'autres sources de financement. Les points saillants des efforts de LoCAL à cet égard sont les suivants :

- Au **Bénin**, engagée directement avec LoCAL, le CEPN a été la première Entité Nationale de Mise en œuvre (NEI) accréditée par le FVC. Suite à son accréditation, le CEPN a soumis une note conceptuelle au FVC pour étendre LoCAL à 30 communes au cours des cinq prochaines années et devrait commencer à travailler sur la proposition de financement en

2021. De même, la NCDD-S du **Cambodge** est devenue la première Entité Nationale de Mise en œuvre traitant avec les gouvernements locaux à recevoir l'accréditation du FVC. La NCDD-S utilisera son accès direct au FVC pour acheminer le financement de l'adaptation vers les gouvernements locaux en utilisant son système consolidé des SRCBP. Une note conceptuelle a été soumise au FVC fin 2020 à cet effet.

- Au **Bhoutan**, le BTFEC a été désigné en 2019 comme candidat pour une accréditation en tant qu'Entité Nationale de Mise en œuvre au FVC ; il a été accrédité en début 2020 avec le soutien de l'UNCDF. Peu de temps après, le BTFEC a contacté LoCAL pour obtenir son assistance afin de mieux tirer parti de l'accès direct du FVC pour étendre LoCAL. Une note conceptuelle sera préparée en 2021. La Banque Nationale du Bhoutan poursuit également son accréditation auprès du FVC, et des discussions sont en cours pour étendre son soutien à travers LoCAL.
- L'UNCDF soutient les efforts d'accréditation des Entités Nationales de Mise en œuvre au **Mali** (Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales, ANICT), au **Niger** (Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales, ANFICT) et en **Tanzanie** (Bureau du Président de l'Administration Régionale et des Gouvernements Locaux, PO-RALG). Toutes ces institutions entretiennent des relations à long terme avec l'UNCDF et considèrent LoCAL et le système des SRCBP comme une norme reconnue pour les aider à réussir leur processus d'accréditation.
- Les efforts régionaux ont été poursuivis en Afrique de l'Ouest alors que le **Burkina Faso**, la **Côte d'Ivoire**, le **Mali** et le **Niger** ont continué à travailler avec LoCAL et la BOAD. En avril 2020, une proposition de financement régional a été soumise au FVC pour mobiliser le financement climatique pour le déploiement

et la consolidation du système des SRCBP dans ces pays. Plusieurs cycles d'examen avec le FVC ont eu lieu en 2020, ce qui a permis d'affiner la proposition de financement pour s'assurer qu'elle répond aux exigences et aux normes du FVC. La proposition devrait être présentée au Conseil du FVC avant la fin de 2021. De même, LoCAL s'associe à la Communauté du Pacifique pour soumettre une note conceptuelle pour un programme multi-pays bénéficiant à quatre PEID - **Fidji**, **les Îles Salomon**, **Tuvalu** et **Vanuatu**.

LoCAL soutient les entités nationales de mise en œuvre et les entités régionales accréditées en Afrique, en Asie et dans le Pacifique pour accéder directement au financement du FVC, pour un portefeuille d'environ 120 millions de dollars. Les pays candidats ont exploré comment tirer parti du programme de préparation du FVC pour déployer la première phase de LoCAL et de démontrer la validité du concept en vue d'une extension ultérieure de LoCAL grâce à l'accès direct au FVC ou à d'autres sources de financement. C'est le cas de la **Jamaïque**, premier pays des Caraïbes de LoCAL, qui a exprimé sa volonté d'entreprendre les travaux préparatoires de LoCAL dans son enveloppe de préparation pour 2021.

Plus précisément, l'Autorité Nationale Désignée (NDA) du FVC de la Jamaïque, la Division du changement climatique du Ministère du Logement, de la Rénovation Urbaine, de l'Environnement et du Changement Climatique, en partenariat avec le Ministère des Gouvernements Locaux et du Développement Rural et l'UNCDF, élaborera et soumettra une proposition de préparation au FVC pour le lancement du mécanisme LoCAL dans le pays, aligné sur le processus PNA et ses CDN. L'UNCDF sera le partenaire d'exécution de cette proposition de préparation.

## **Produit 1 : Sensibilisation et capacités**

### **Sensibilisation et renforcement des capacités pour une gouvernance climatique locale et efficace**

Dans le cadre de LoCAL, les gouvernements nationaux et locaux reçoivent un soutien pour accroître la sensibilisation et renforcer les capacités pour évaluer, planifier et réagir efficacement au changement climatique en mettant en place des mesures d'adaptation appropriées. L'appui au renforcement des capacités - sous la forme de formations et de renforcement institutionnel - couvre tous les aspects des processus décisionnels locaux pour la planification, la budgétisation et la mise en œuvre efficace d'options d'adaptation qui répondent aux besoins identifiés localement. La sensibilisation des communautés aux problèmes et aux risques liés au changement climatique encourage les approches participatives pour promouvoir la résilience et renforce la prise de décisions ascendantes pour une adaptation menée localement.

En 2020, 1563 responsables des autorités nationales et locales et représentants des communautés ont participé à des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités sur l'utilisation, la planification et la budgétisation des données sur l'adaptation au changement climatique et la gestion des investissements avec le soutien de LoCAL. Parmi ces participants, 516 étaient des femmes. Les points forts incluent les éléments suivants :

- Au **Bhoutan**, un atelier a eu lieu en Janvier 2020 avec 27 fonctionnaires locaux traitant de l'évaluation rurale participative pour l'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique et la planification de l'adaptation.



L'atelier faisait partie d'une série de formations menées depuis 2015 avec des fonctionnaires, ciblant principalement les agents administratifs et les agents de vulgarisation des gewogs ainsi que les chefs de gewog et les administrateurs généraux et les responsables de la planification des *dzongkhags*. À ce jour, plus de 350 fonctionnaires du gouvernement local ont été formés à l'utilisation de l'évaluation rurale participative pour les évaluations de vulnérabilité localisées et la planification locale de l'adaptation.

- En **la Gambie**, 40 équipes de facilitation multidisciplinaires des régions de la Basse Rivière (Lower River), de la Rive Nord (North Bank) et de la Rivière Centrale (Central River) ont été formées aux risques climatiques et aux approches participatives pour l'évaluation de la vulnérabilité. Le résultat principal de cette formation a été l'identification des aléas climatiques affectant les communautés desservies par LoCAL et les stratégies d'adaptation les plus appropriées. Cela ouvre la voie à la sélection et à la hiérarchisation des interventions d'adaptation pour les plans d'investissement annuels.
- Au **Ghana**, LoCAL a testé des modalités de contrats communautaires dans la mise en œuvre d'investissements d'adaptation pour impliquer les communautés de manière proactive dans les activités de renforcement de la résilience climatique. À cette fin, un atelier de formation a été organisé pour 53 représentants d'Assemblées de District, désignés à un programme de travail contre rémunération nouvellement conçu dans le cadre des SRCBP en décembre 2020. La formation a permis de sensibiliser les responsables locaux sur la manière dont les communautés - en particulier les groupes vulnérables - peuvent être habilitées à devenir des acteurs du changement sur l'action climatique locale grâce à leur implication dans

la réalisation et la gestion d'investissements d'adaptation gérés localement.

- Au **Mozambique**, les activités de renforcement des capacités se sont formulées sur demande pour renforcer l'appropriation par les fonctionnaires locaux des approches participatives décentralisées de la planification et de la budgétisation, ainsi que le suivi et l'évaluation, la passation des marchés et l'audit des dépenses locales (climatiques). Les fonctionnaires ont également été formés aux stratégies d'adaptation pour soutenir l'intégration de la pensée adaptative au changement climatique dans leurs cycles locaux de planification et de budgétisation. En réponse aux besoins déjà évalués, les capacités ont également été renforcées pour mener des évaluations d'impact environnemental sur les investissements financés par le SRCBP et sur les questions de genres. Au total, 815 personnes ont bénéficié d'un soutien au renforcement des capacités dans 17 administrations locales en 2020.
- Au **Niger**, 39 représentants des services déconcentrés et des responsables des gouvernements locaux de neuf communes ont été formés au Cadre d'Évaluation de l'Adaptation au Changement Climatique (ACCAF). La formation visait à expliquer comment utiliser efficacement la méthodologie et les outils ACCAF pour guider l'intégration des considérations d'adaptation tout au long du cycle de déploiement du SRCBP et pour aider les gouvernements locaux à suivre et à surveiller les avantages tirés des mesures d'adaptation au sein de leurs communautés.

En 2020, LoCAL a octroyé 2,6 millions de dollars en subventions pour le renforcement des capacités et pour le renforcement institutionnel à neuf pays : **Bangladesh, Cambodge, la Gambie, Ghana, Lesotho, Mali, Mozambique, Niger** et **Tuvalu**. Les subventions cumulées à cette fin

accordées entre 2014 et 2020 totalisent 4,03 millions de dollars. L'appui au renforcement des capacités a couvert la gestion des finances publiques, la budgétisation et la planification de l'adaptation, le suivi et l'évaluation de l'adaptation. L'intégration de la dimension de genre et a été essentielle pour aider les gouvernements locaux à remplir les conditions minimales et à améliorer leurs performances dans le cadre du système SRCBP. À ce jour, 252 gouvernements locaux (87 % des gouvernements locaux utilisant activement le système SRCBP) ont rempli les conditions minimales sans qu'il soit nécessaire de prendre des mesures correctives.

## Prestations de services et informations climatiques

Très souvent, au niveau local et dans les PMA, les preuves scientifiques font souvent défaut pour démontrer les risques liés au changement climatique. L'accès à l'information peut être un défi pour soutenir une planification tenant compte de ces risques. En réponse, LoCAL a établi des partenariats techniques pour concevoir et développer des méthodologies et des systèmes sur mesure, alignés aux pays, pour soutenir la collecte et l'analyse des données climatiques qui peuvent mieux informer la prise de décisions au niveau local.

- Avec le soutien financier du Partenariat NDC, une évaluation des risques climatiques du pays a été entreprise au **Niger**, en s'appuyant sur une méthodologie développée par LoCAL avec l'Institut Coréen de l'Environnement qui a produit le premier rapport de ce type au **Ghana** l'année dernière. L'évaluation des risques climatiques au Niger consiste en (i) une mise à l'échelle des projections climatiques passées et futures à une résolution inférieure à celle des données disponibles, à partir de la plupart des modèles climatiques ; et (ii) une analyse des risques et de la vulnérabilité explorant les facteurs de stress climatiques et la chaîne de causalité de la vulnérabilité,

les tendances et les principaux moteurs, en se concentrant spécifiquement sur la sécurité alimentaire car il s'agit d'une préoccupation prioritaire au Niger. L'étude fournit un point de départ utile pour la planification du développement local tenant compte des risques climatiques. Il identifie et cartographie les points chauds de risque climatique, d'exposition et de vulnérabilité au niveau de la commune et aide à prioriser les actions et les investissements d'adaptation au changement climatique sur la base d'analyses quantifiées et scientifiquement fondées. Des exercices similaires sont actuellement en cours au **Mali**, à **São Tomé et Príncipe** et en **Ouganda**.

- Pour mieux équiper les gouvernements locaux à prendre en compte les risques liés au changement climatique et planifier des réponses adéquates, tout en rendant les données climatiques plus accessibles, LoCAL-**Ghana** a lancé une initiative visant à mettre en place et à déployer un système d'information local pour l'adaptation (LISA). Le LISA sera déployé via une application Web pour fournir des services d'information climatiques aux gouvernements locaux et à leurs communautés afin de les aider à mieux anticiper, évaluer et s'adapter au changement climatique. Les composantes clés du LISA sont (i) un mécanisme de collecte quotidienne des données climatiques, météorologiques, socio-économiques et environnementales, (ii) une installation de stockage, de contrôle et de traitement des données collectées ; et (iii) une interface d'exploitation, d'analyse et de diffusion des données, exploitant divers canaux de diffusion. Un travail similaire est en cours en **la Gambie** en partenariat avec le Centre de Suivi Écologique.

L'assistance technique sur mesure fournie par LoCAL pour produire et rendre facilement disponibles les données et les informations climatologiques de qualité scientifique, combinée avec une intensification d'approches

plus qualitatives dans l'analyse de la vulnérabilité (telles que celles déployées au **Bhoutan** et au **Cambodge** par le biais d'évaluations de la réduction de la vulnérabilité.) comble le problème du manque de données au niveau local. Le soutien au renforcement des capacités et l'apprentissage par la pratique dans la gestion de ces outils et leur utilisation pour la planification locale de l'adaptation pallient progressivement le déficit de capacités. En 2020, 282 gouvernements locaux engagés avec LoCAL ont prouvé leurs capacités à collecter, mettre à jour et analyser régulièrement des informations sur le changement climatique. LoCAL cherche à continuellement améliorer la qualité et l'efficacité de ce travail.

## **Produit 2 : Intégration et investissements**

### **Intégration de l'adaptation dans les processus locaux de planification et de budgétisation**

L'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les plans de développement locaux vise à diriger la gestion des ressources infranationales vers des voies et stratégies de développement plus résilientes et durables. Au cours de la période, 293 gouvernements locaux ont réussi à intégrer les facteurs climatiques dans leurs processus locaux de planification et de budgétisation. Au **Bangladesh**, 72 syndicats *parishads* ont intégré l'adaptation au changement climatique dans leurs plans annuels et quinquennaux ; tout comme 9 gouvernements locaux au **Bénin** ; 100 au **Bhoutan** ; 50 districts au **Cambodge** ; quartiers dans quatre régions de **la Gambie** ; 9 assemblées métropolitaines, municipales et de district au **Ghana** ; 4 communes des régions de Mopti et Kayes au **Mali** ; 17 districts dans 4 provinces du **Mozambique** ; 9 communes au **Niger** ; et 3 *kaupules* à **Tuvalu** (tableau 4).

### **Interventions et mesures d'adaptation et de résilience**

En 2020, LoCAL a financé 595 interventions d'adaptation au changement climatique dans six pays - **Bangladesh**, **Bhoutan**, **Cambodge**, **Lesotho**, **Mozambique** et **Niger** - pour une valeur totale d'environ 11,25 millions de dollars - dont 6,72 millions de dollars en cofinancement avec les fonds propres et/ ou programmes parallèles des gouvernements nationaux. Au total, ce sont ainsi 1686 interventions de petite échelle qui ont pu être financées par LoCAL depuis 2014, pour une meilleure résilience au climat.

En 2020, environ 1,01 million de personnes auraient bénéficié directement des investissements financés par le SRCBP dans les administrations locales ciblées<sup>2</sup>. Les avantages attendus de l'adaptation relèvent principalement de quatre catégories d'impact probable :

- Il est prévu que 237 500 personnes aient un meilleur accès à des infrastructures et services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) résilients au changement climatique, principalement grâce à la construction / réhabilitation d'installations d'approvisionnement en eau, de distribution et de stockage.
- Il est prévu que 100 460 personnes bénéficient de l'adoption d'options de moyens de subsistance diversifiés et résilients au climat, en particulier en termes de pratiques agricoles adaptées au climat - y compris par le biais de technologies d'irrigation intelligente - et

<sup>2</sup> Tel que rapporté par les gouvernements locaux qui mettent en œuvre les investissements du PBCRG en 2020; cela exclut le Cambodge car les chiffres ont été fournis en termes de ménages plutôt que d'individus. Il convient de noter que ces chiffres sont des estimations basées sur la propre évaluation des gouvernements locaux du nombre de personnes bénéficiant directement des interventions financées en fonction de la portée, de l'emplacement et du type d'investissement.

Tableau 4 : **Engagement des gouvernements locaux dans LoCAL à fin 2020**

Pays	Partenaire de mise en œuvre	Niveau administratif	Nombre de participants	Nombre utilisant les SRCBP
Bangladesh	Division des gouvernements locaux, Ministère des gouvernements locaux, du Développement Rural et des Coopératives	Upazila/parishad	72	72
Bénin	Ministère de l'Environnement et du Changement Climatique	Commune	9	9
Bhoutan	Commission du Bonheur National Brut et Département de la Gouvernance Locale	Dzongkhag/ gewog	100	100
Cambodge	NCDD-S	District / municipalité	50	50
La Gambia	Ministère des Terres et des Gouvernements Régionaux ; Ministère des Finances et des Affaires Économiques	Comités de développement de quartier	20	20
Ghana	Ministère des gouvernements locaux et du Développement Rural / Facilité de Développement des Districts	MMDA	13	9
Lesotho	Ministère des Finances	Conseil communautaire	4	4
Mali	ANICT Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD)	Commune	4	4
Mozambique	Ministère de l'Économie et des Finances, Ministère du Foncier, de l'Environnement et du Développement Rural	Quartier	17	17
Niger	Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement Urbain et du Développement Durable ; Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de la Décentralisation et des Affaires Coutumières et Religieuses ; Conseil National de l'Environnement pour le Développement Durable	Commune	9	9
Tanzanie	Bureau du Président Administration Régionale et Gouvernement Local (PO-RALG)	Quartier	3	0
Tuvalu	Ministère de l'Intérieur et du Développement Rural ; Ministère des gouvernements locaux et de l'Agriculture	Kaupule	3	3
<b>Total</b>			<b>304</b>	<b>297</b>

**Remarque :** MMDA = Assemblée Métropolitaine, Municipale et de District. La RDP Lao et le Népal ne sont pas inclus, car ils sont en train de passer à la phase II. Le nombre de gouvernements locaux utilisant les SRCBP est calculé sur la base des protocoles d'accord signés avec les pays membres de LoCAL entre 2019 et 2020 pour le déploiement du SRCBP. Les gouvernements locaux inclus dans cet indicateur se trouvaient à différents stades de déploiement dans leurs cycles SRCBP (planification, mise en œuvre ou clôture) en Décembre 2020. Les gouvernements locaux déployant le SRCBP via des ressources parallèles sont également conservés.

de valorisation d'autres activités génératrices de revenus.

- Une protection climatique a été fournie à 230 projets d'infrastructure locale, principalement des infrastructures de transport telles que les routes rurales et les ponts, mais aussi des

infrastructures sociales telles que les écoles, les hôpitaux et les abris.

- Quelque 38 500 personnes ont été mieux sensibilisées aux réponses appropriées par rapport aux risques et impacts climatiques.



En 2020, 70 % des interventions financées par le SRCBP étaient des investissements en infrastructures. La fourniture de matériel représentait 20 % du portefeuille de LoCAL et les 10 % restants étaient consacrés aux activités de renforcement des capacités et de sensibilisation. Par secteur, près de 60 % des interventions de 2020 étaient axées sur l'agriculture et les interventions WASH, suivies par les investissements dans les infrastructures de transport (16 %) et la prévention et la préparation aux catastrophes (10 %). La majorité des investissements de LoCAL sont réalisés dans les zones montagneuses et côtières (**Bhoutan** et **Bangladesh**), suivies par les terres cultivées (**Cambodge**), les eaux intérieures (**Bangladesh**) et les zones arides (**Mozambique** et **Niger**).

Plus de 50 % des 595 interventions financées en 2020 ont été classées comme étant « climatiquement intelligentes », selon la méthodologie ACCAF. Il s'agit d'interventions visant des objectifs de développement, mais dont les actions doivent être modifiées, changées ou ajustées pour tenir compte du changement climatique - par exemple la protection climatique des infrastructures critiques. Un autre 30 % des interventions ont été classées comme « stratégiques pour le climat » - des actions ou des interventions qui ne sont pas particulièrement distinctes des activités de développement habituelles, mais qui peuvent être plus prioritaires en raison du changement climatique - et 6 % sont classées comme « spécifiques au climat » - des interventions axées spécifiquement et presque exclusivement sur la lutte contre les impacts du changement climatique, ce qui serait en grande partie hors de propos ou inutile en absence de changements climatiques.

En bref, les portefeuilles du SRCBP dans les pays membres pour 2020 sont :

- Au **Bangladesh**, 261 interventions ont été financées pour un montant de 2,02 millions

de dollars. Plus de la moitié des 72 *upazilas* et parishads qui déploient les SRCBP se trouvent dans des zones côtières, et les interventions se concentrent sur le soutien d'options de subsistance résilientes au climat - en particulier liées à la pêche et à l'agriculture adaptée au climat, telles que les parcelles de démonstration pour les cultures / semences résistantes aux intrusions salines - et sur l'accès à l'eau potable grâce à des infrastructures hydrauliques résilientes au climat capables de résister à l'intrusion saline.

- Au **Bhoutan**, environ 87 % des investissements ciblaient des projets d'infrastructure dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, du transport et du stockage et de l'agriculture. La protection climatique des infrastructures critiques concernait principalement des structures de stabilisation et des systèmes de drainage adéquats pour les routes rurales permettant de résister aux risques d'érosion et de glissement de terrain, la réhabilitation / conservation des points d'eau et de l'approvisionnement en eau, des installations de distribution et de stockage pour éviter leur assèchement et leur détérioration, et l'amélioration des infrastructures et des systèmes d'irrigation locaux (en terre). Les investissements ont été financés par le biais de l'appui budgétaire de l'UE au Gouvernement du Bhoutan pour un montant équivalent à 1,9 million de dollars, bénéficiant directement à environ 60 000 personnes.
- Au **Cambodge**, la mise à l'échelle des SRCBP est faite en partenariat avec ASPIRE du FIDA, qui a financé 105 petits projets d'infrastructures résilientes au climat, principalement liés à l'eau, pour une valeur totale d'environ 4,3 millions de dollars. Sur ce montant, près de 3 millions de dollars ont été cofinancés sur les ressources propres du gouvernement.
- Au **Lesotho**, le premier cycle du SRCBP a financé la protection contre le changement

climatique de 10 projets d'infrastructure liés à l'eau dans quatre gouvernements locaux pilotes. Celles-ci ont permis à plus de 1 800 personnes d'accéder à de l'eau potable, en particulier en période de sécheresse prolongée et de remédier à l'assèchement des sources d'eau.

- Au **Mozambique**, les SRCBP étaient principalement consacrés aux infrastructures sociales, en particulier les écoles et les hôpitaux, en les réhabilitant / en les protégeant des conditions climatiques, ou en construisant de nouvelles installations pour améliorer l'accès aux services sociaux de base pour les groupes vulnérables au climat (c'est-à-dire les femmes et les enfants) et de surcroît pendant la Pandémie de COVID 19. Dans un effort de maintenir la santé publique malgré le changement climatique et les menaces de pandémie, la plupart des districts ont identifié la réalisation de systèmes d'alimentation en eau multifonctionnels comme étant prioritaire pour garantir un accès fiable à l'eau potable et promouvoir l'hygiène personnelle. En 2020, 39 investissements ont été réalisés dans 17 districts pour un montant de 2,47 millions de dollars.
- Environ 40 % du portefeuille du **Niger** a été consacré à des initiatives de restauration des terres pour lutter contre la désertification et l'érosion par le biais de programmes d'Argent contre Travail. Quelque 380 hectares de terres dégradées ont été restaurés et quelque 8 000 emplois à court terme créés. La résilience climatique des moyens de subsistance ruraux a été abordée à travers le soutien aux opportunités génératrices de revenus diversifiées pour les femmes, y compris le maraîchage et la fourniture de bétail, ainsi que l'approvisionnement des banques de céréales communales pour les communes les plus vulnérables. Au total, 23 interventions ont été entreprises dans neuf communes pour un montant d'environ 430 000 dollars.

## Genre et participation des groupes vulnérables

LoCAL suit une approche d'adaptation au changement climatique conçue pour être inclusive et sensible au genre, car elle rapproche les communautés au processus de planification et de budgétisation de l'adaptation au changement climatique - en particulier celles qui sont affectées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique. Alors que les critères spécifiques du système SRCBP varient d'un pays à l'autre, la plupart des plans conceptuels incluent des **mesures de performance spécifiques sensibles au genre** pour tenir les gouvernements locaux responsables de l'inclusion dans leurs processus décisionnels locaux. Dans l'ensemble, les investissements du SRCBP bénéficieraient également aux femmes et aux hommes, car environ 50 % des bénéficiaires directs et indirects sont des femmes. En 2020, environ 9 % des investissements ciblaient spécifiquement les femmes, dont les femmes représentaient plus des deux tiers des bénéficiaires directs. Voici des exemples de la manière dont LoCAL promeut l'inclusion tout au long du cycle SRCBP.

- En **la Gambie**, la gouvernance communautaire est renforcée et soutenue par une assistance aux comités de développement des villages et des quartiers. Ces deux ensembles de comités sont composés de membres de la communauté qui assurent la supervision des fonctions de planification, de mise en œuvre et de suivi du quartier. La communauté est également systématiquement impliquée dans la réalisation d'interventions d'adaptation et de renforcement de la résilience financées par le SRCBP à travers des programmes de Argent contre Travail, qui fixent des quotas pour la participation des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.
- Au **Mali**, LoCAL s'associe à l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (UNIDO) dans le cadre d'une initiative

de consolidation de la paix financée par l'ONU visant à atténuer les risques de conflits intercommunautaires liés à l'utilisation et à la gestion de ressources naturelles rares. LoCAL a mis à profit son expérience de travail avec les gouvernements locaux pour soutenir la formalisation de mécanismes de concertation et de gouvernance communautaire pour traiter les problèmes liés à la gestion des ressources naturelles, tout en promouvant des processus de planification locale participative pour la réalisation d'investissements locaux qui prennent en compte le changement climatique et les risques environnementaux.

- De même, au **Mozambique**, l'assistance technique décentralisée fournie par les gouvernements locaux en charge de l'économie, des finances et de l'environnement dans quatre provinces a assuré la participation des communautés locales à travers les conseils consultatifs locaux. Ces conseils sont des plates-formes dédiées où les hommes et les femmes des communautés peuvent interagir avec les responsables du gouvernement local dans les processus liés à la planification et à la budgétisation. Les évaluations annuelles de la performance du pays ont confirmé que ces plates-formes comprenaient le ratio requis de membres féminins.

### **Produit 3 : Mécanisme de financement**

#### **Institutionnalisation du SRCBP**

En Décembre 2020, 304 administrations locales étaient engagées avec LoCAL ([tableau 4](#)), le plus grand nombre d'entre elles étant au **Bhoutan** et au **Cambodge** (pays en troisième phase) et au **Bangladesh** (pays en deuxième phase). Parmi ces gouvernements locaux, 289, soit 95 %, ont déployé le système des SRCBP au

cours des deux dernières années (2019-2020)<sup>3</sup>. L'institutionnalisation progressive du mécanisme par les pays membres en 2020 est résumée comme suit :

- Au **Bangladesh**, l'expérience de LoCAL sert à faire progresser l'engagement du pays en faveur du financement climatique décentralisé, alors que des discussions sont en cours pour inclure des considérations de vulnérabilité climatique dans la formule d'allocation des transferts intergouvernementaux pour les gouvernements locaux. LoCAL / LoGIC soutient le développement d'un indice de vulnérabilité climatique qui inclura tous les Syndicats Parishads du pays et qui guidera la Division des Gouvernements Locaux du Ministère des Gouvernements Locaux, du Développement Rural et des Coopératives pour réviser les critères de la formule d'allocation et mieux tenir compte des impacts du changement climatique au niveau local.
- Au **Bhoutan**, le système SRCBP a été étendu à 100 gewogs (sur 205) dans 16 dzongkhags (sur 20) dans le pays grâce au soutien budgétaire de l'UE, dans le cadre du Programme de Développement Durable de la Gouvernance Locale, qui s'aligne stratégiquement au 11e et 12e plans quinquennaux de développement national du pays. Au **Cambodge**, les ressources du gouvernement (par le biais du Fonds DMK) et du FIDA (par le biais d'un prêt concessionnel) sont acheminées par le biais des SRCBP pour encourager et assurer la programmation et la vérification des dépenses

<sup>3</sup> Le nombre de gouvernements locaux utilisant les PBCRG est calculé sur la base des protocoles d'accord signés avec les pays membres de la LoCAL entre 2019 et 2020 pour le déploiement du PBCRG. Les gouvernements locaux inclus dans cet indicateur se trouvaient à différents stades de déploiement dans leurs cycles PBCRG (planification, mise en œuvre ou clôture) en décembre 2020. Les gouvernements locaux déployant le PBCRG via des ressources parallèles sont également pris en compte.

locales consacrées aux infrastructures résilientes au changement climatique. Dans l'ensemble, près de 20 millions de dollars en financement parallèle ont été mobilisés dans ces deux pays dans le cadre de la mise à l'échelle de LoCAL depuis 2014.

- Au **Ghana**, l'expérience et le plaidoyer de LoCAL dans le pays pour l'adaptation au niveau infranational ont été attestés par la création d'un bureau sur le changement climatique au Ministère des Gouvernements Locaux et du Développement Rural pour soutenir davantage l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les mandats des assemblées de district. En outre, au fur et à mesure de la consolidation de LoCAL en deuxième phase, un alignement plus fort a été recherché pour intégrer le système d'évaluation des performances du SRCBP avec l'outil d'évaluation des performances des Assemblées Nationales de District (DPAT) ; cela ouvre la voie à une institutionnalisation plus systématique du mécanisme de LoCAL dans le programme de Subvention du Facteur de Réactivité du Fonds Commun des Assemblées de District. Cette approche a conduit à l'inclusion d'indicateurs liés au climat dans le système national de subventions basées sur la performance du secteur de la décentralisation, ainsi que des considérations relatives au changement climatique dans la future politique nationale de décentralisation et la stratégie nationale de décentralisation (2020-2024).
- En **la Gambie**, des représentants de haut rang du Ministère de l'Environnement, du Changement Climatique et des Ressources Naturelles et le Ministère des Terres et des Gouvernements Régionaux ont joué un rôle majeur dans la promotion de LoCAL et du système SRCBP auprès des décideurs, des dirigeants et des donateurs. Ils l'ont souligné comme un instrument efficace de financement climatique décentralisé et

de renforcement de la résilience au niveau local sur les plates-formes internationales pertinentes (par exemple lors des dialogues sur le climat de la CCNUCC) et bilatéralement avec les dirigeants des PMA. En outre, le Ministre de l'Environnement, du Changement Climatique et des Ressources Naturelles s'est porté volontaire pour rejoindre un réseau d'Ambassadeurs de LoCAL très engagés pour soutenir les efforts de plaidoyer au niveau mondial.

En 2020, 4,36 millions de dollars pour le déploiement du SRCBP ont été fournis par LoCAL par le biais de protocole d'accords, aux gouvernements locaux participants dans huit pays pour soutenir le déploiement de LoCAL : **Bangladesh, Mozambique, Ghana, la Gambie, Lesotho, Mali, Niger et Tuvalu.**

## Débloquer les financements privés nationaux pour la résilience climatique locale

LoCAL a testé des approches pour débloquer le financement climatique privé, en associant le système SRCBP à d'autres instruments de financement susceptibles de contribuer à la formation de capital pour les investissements pour l'adaptation au niveau local.

En **la Gambie**, LoCAL a identifié des projets de résilience au changements climatiques, gérés par des PME parrainées, qui donnent des opportunités socio-économiques dans l'économie verte et dans les secteurs sensibles au climat. Les projets ont été évalués par rapport à une clé d'impact sur la résilience climatique, garantissant des décisions d'investissement fondées sur des données attenantes aux risques et des opportunités liées au changement climatique. Les deux premières PME sélectionnées ont par la suite été aidées à réduire les risques de leurs investissements afin d'accéder à des financements supplémentaires de banques commerciales. Les deux projets



ont soutenu des entreprises agro-industrielles qui recherchaient un fonds de roulement pour étendre leurs activités et, ce faisant, créer des emplois dans leurs communautés, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Au **Cambodge**, l'UNCDF s'est associé à K-Water et, grâce à une subvention d'un million de dollars du Ministère Coréen de l'Environnement, a lancé un projet pilote pour résoudre le problème de la pénurie d'eau dans les zones rurales. Le projet pilote la réalisation d'une infrastructure d'approvisionnement en eau à petite échelle dans la province de Battambang grâce à un partenariat public-privé qui fournira un modèle d'entreprise durable pour assurer la fourniture de services d'eau dans les districts ruraux. Le projet pilote devrait confirmer la validité du concept pour une extension potentielle d'initiatives similaires à l'échelle nationale, tout en informant LoCAL sur la manière dont le SRCBP pourrait être utilisé pour tirer parti des partenariats public-privé et / ou des financements privés pour des projets d'adaptation locaux présentant un potentiel pour générer des revenus.

Au **Pérou**, le partenariat NDC a fourni 40 000 dollars à LoCAL pour développer des systèmes financiers innovants et des plates-formes flexibles pour attirer les investisseurs et les donateurs. Le financement sera utilisé pour concevoir un système de fonds de garantie qui encourage le secteur privé à s'impliquer dans les mesures d'adaptation et d'atténuation dans le pays.

Dans le cadre du partenariat établi avec la Banque Africaine de Développement pour piloter et opérationnaliser le [Mécanisme des Avantages de l'Adaptation \(ABM\)](#), des capitaux d'amorçage, y compris les SRCBP, seront déployés pour mettre en place des projets de démonstration afin de confirmer la validité du concept des approches de financement à impact transformateur au niveau local, dirigé par les PME, les gouvernements locaux et d'autres parties prenantes locales.

L'initiative fait la promotion de portefeuilles de projets finançables et d'investissements publics nés localement ayant un impact sur la résilience climatique locale ainsi que sur la création d'emplois, sur l'autonomisation économique des femmes et sur la sécurité alimentaire. L'ABM envisage la réalisation d'au moins 10 projets de démonstration d'adaptation reproductibles à petite échelle et à fort impact dans les communautés vulnérables d'au moins six PMA africains ; ceux-ci seraient probablement un catalyseur pour attirer des capitaux privés pour une reproduction à plus grande échelle. LoCAL s'appuiera sur le système des SRCBP, combiné à d'autres instruments financiers de réduction des risques, pour 8 des 10 projets ABM en démonstration dans cinq des six pays hôtes : le **Bénin**, le **Mozambique**, le **Rwanda**, le **Sénégal** et l'**Ouganda**.

Alors que LoCAL et la BOAD s'associent pour le développement d'une proposition de financement du FVC multi-pays, l'initiative cherche à déployer des instruments de financement innovants en Afrique de l'Ouest pour construire des économies et des communautés locales plus résilientes en donnant accès au financement climatique à un large éventail d'acteurs locaux, en particulier les gouvernements locaux, les PME et les coopératives. Les SRCBP devraient être déployés conjointement avec des fonds de financement des PME au **Burkina Faso**, en **Côte d'Ivoire**, au **Mali** et au **Niger** pour intensifier les impacts locaux sur la résilience climatique et explorer des approches permettant aux parties prenantes locales d'agir pour une adaptation efficace.



## Produit 4 : Sensibilisation, apprentissage et assurance de la qualité

L'équipe de la Facilité LoCAL, conformément à son mandat, a joué un rôle essentiel dans le déploiement efficace de LoCAL dans les pays et les régions, dans la sensibilisation et la mobilisation du soutien politique des ministères et des institutions au niveau du gouvernement central, et dans la fourniture d'une assistance technique aux pays participants. Il se concentre sur la synchronisation de l'assistance technique, le suivi et l'établissement de rapports, l'assurance qualité et le contrôle, la mobilisation des ressources, ainsi que l'évaluation et les audits.

### Sensibilisation

En 2020, plusieurs initiatives de haut niveau ont été entreprises par LoCAL et ses pays participants pour sensibiliser et défendre le rôle des gouvernements locaux dans l'adaptation au changement climatique sur le stade mondial.

- En 2020, LoCAL a poursuivi son étroite collaboration avec la CCNUCC et ses organes constitués. En tant que membre actif du groupe de **travail thématique LEG / PNA**, LoCAL a participé à la 37ème réunion de bilan du LEG tenue à Antananarivo, Madagascar en février 2020. La réunion visait à identifier les expériences, les bonnes pratiques et les leçons tirées des travaux du LEG ; discuter des opportunités, des défis et des lacunes liés à ce travail ; et d'identifier les bonnes pratiques dans la fourniture de l'assistance LEG. En août 2020, LoCAL a participé à la 38ème réunion du LEG, où elle a été davantage positionnée comme un mécanisme permettant de faire progresser l'intégration verticale dans le cadre du processus PNA des PMA et de contribuer à la [Vision 2050 des PMA](#).

- LoCAL a participé aux réunions du **Comité d'adaptation de la CCNUCC et du Comité Permanent des Finances de la CCNUCC**, contribuant ainsi aux appels à soumissions sur les besoins et les lacunes en matière d'adaptation, soulignant ainsi comment LoCAL peut aider à résoudre ces problèmes. Plus précisément, LoCAL a partagé des vues sur les points / sous-points suivants de l'ordre du jour de la 17ème session du Comité de l'adaptation : (i) des méthodologies pour évaluer les besoins d'adaptation ; (ii) des orientations aux parties sur les moyens de mise en œuvre : engagement avec le secteur privé et manque de capacités pour accéder au financement de l'adaptation ; et (iii) des données pour la planification de l'adaptation à court, moyen et long terme aux niveaux national et infranational, y compris des données sur les flux financiers et autres.

LoCAL a également répondu à l'**appel à soumissions** du Comité de l'Adaptation et du LEG sur les Méthodologies de Revue de la Pertinence et de l'Efficacité de l'Adaptation et du Soutien. Cette soumission a été approuvée par la CCNUCC en tant qu'outil de planification et de financement multisectoriel de l'adaptation et figure sur son [Portail de connaissances sur l'adaptation](#). LoCAL a accueilli favorablement l'opportunité de fournir ses contributions à l'appel à contributions du comité sur les informations et les données pour la préparation de l'Évaluation biennale 2020 et Aperçu des Flux de Financement Climatique. LoCAL a aussi répondu à l'appel à contributions pour des informations et des données pour la préparation du Rapport de 2020 sur la détermination des besoins des pays en développement (les Parties) concernant la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris. LoCAL a également partagé ses contributions pour le Comité permanent du prochain Forum sur les Finances qui se tiendra en 2021, où le système des SRCBP

a été proposé comme instrument financier pour mettre en œuvre des solutions suivant le thème principal du Forum : « Des solutions qui s'inspirent de la nature ».

- Le mécanisme a été présenté et promu en tant que meilleure pratique sur le financement de l'adaptation au niveau infranational et l'adaptation menée localement dans plusieurs forums internationaux. LoCAL s'est activement engagé dans les **Dialogues sur le climat de la CCNUCC 2020** qui se sont tenus en décembre 2020. Plus précisément, l'UNCDF a organisé un forum parallèle sur le rôle des gouvernements infranationaux et de leurs communautés dans l'accélération de l'adaptation menée localement : « L'expérience des mécanismes de financement nationaux dans le cadre des CDN et du processus PNA ». Lors de la cérémonie d'ouverture des Dialogues sur le Climat, LoCAL a été mis en avant dans une présentation faite par le Ministre de l'Environnement, du Changement Climatique et des Ressources Naturelles de **la Gambie** sur la vision et les initiatives des PMA 2050 : « Synergie avec les mécanismes de soutien aux PMA dans le cadre de la CCNUCC ».
- L'UNCDF a participé à l'**Atelier de lancement du projet de Financement Basé sur les Besoins pour l'Afrique de l'Est de la Communauté de l'Afrique de l'Est / CCNUCC**, qui a eu lieu en février 2020 à Zanzibar. L'atelier a donné l'occasion de faire le point sur l'état du financement climatique dans la région ; d'élucider les besoins communs ; et d'entamer des discussions autour de l'élaboration d'une stratégie de financement climatique en Afrique de l'Est, du besoin d'un portefeuille d'investissement prioritaires et de la manière de mobiliser un soutien pour ceux-ci.
- Entre octobre et novembre 2020, LoCAL a rejoint une série de **webinaires virtuels hébergés par ICLEI Africa**, alors que la Facilité étudie les opportunités de s'étendre

aux contextes urbains. À l'occasion du [congrès virtuel ICLEI « Gouvernements locaux pour la durabilité ICLEI's Africa's LoCS4Africa 2020 »](#), LoCAL a animé la session « All Together Now : Mobilizing Public Finance for Integrated Infrastructure Solutions ». La session a plaidé pour des mécanismes de financement qui conduisent à modifier les approches basées sur des projets et dirigées par des champions vers des processus plus programmatiques et à long terme, ajoutant et renforçant lentement l'intégration intersectorielle. Dans le cadre de la même série de webinaires, LoCAL a participé à un panel de haut niveau avec des dirigeants de villes et des experts en finance climatique sur « Le financement de [l'adaptation : une composante essentielle de la reprise économique post-COVID-19](#) », l'offrant des perspectives sur les opportunités de financement climatique infranational pour les villes africaines en période post-pandémique. En novembre 2020, LoCAL a rejoint un jury d'experts en finance climatique lors de l'événement « [Test Your Pitch](#) » lors de la conférence « Daring Cities ». Lors de l'événement, les bailleurs de fonds et les développeurs de projets se sont rencontrés pour discuter et tester des idées sur des projets municipaux bancables liés au climat.

- En octobre 2020, LoCAL a été invitée par la **Convention Mondiale des Maires pour le Climat et l'Énergie** à participer à des sessions de « plongée en profondeur » visant à recevoir des recommandations, des contributions et des perspectives régionales de praticiens et d'experts sur l'écosystème de données climatiques pour les villes. Cela fait partie des efforts de la Convention Mondiale des Maires pour mieux comprendre le parcours de planification de l'action climatique de la ville, tout en accélérant les processus de planification et en éliminant les obstacles à la collecte, à la planification et au suivi des données liées au climat. Ces sessions ont informé le développement d'un nouvel outil

d'accès aux données - le [portail de données pour les villes](#) - développé conjointement par la Convention Mondiale des Maires et le World Resources Institute (WRI).

- Dans le cadre de ses efforts mondiaux de plaidoyer et de positionnement en tant que standard, LoCAL a participé à des consultations avec les parties prenantes menées par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). L'effort visait à l'approbation par 40 gouvernements et institutions de premier plan des [Principes de l'adaptation menée localement](#) - huit principes pour aider à garantir que les communautés locales soient habilitées à mener une adaptation durable et efficace au changement climatique au niveau local, conformément aux ambitions des PMA Vision 2050. L'UNCDF et ses partenaires approuveront officiellement les principes lors du [Sommet sur l'Adaptation au climat](#) en janvier 2021.
- LoCAL figure parmi les huit financiers mondiaux du climat dans le document de travail de l'IIED « [Good Climate Finance Guide : Lessons for Strengthening Devolved Climate Finance](#) », publié en novembre 2020. L'IIED examine les fonds et les approches de financement offrant un financement climatique décentralisé à travers six bons principes de financement climatique - subsidiarité, robustesse face au risque climatique, patience et prévisibilité, flexibilité, prise de risque et convergence. Le document met en évidence le travail de LoCAL au **Bhoutan** avec une étude de cas sur l'institutionnalisation des mécanismes standard nationaux.
- LoCAL a rejoint le Réseau du CAD sur la Coopération pour l'Environnement et le Développement (ENVIRONET) et a été contactée au début de 2020 pour partager des contributions et des idées en vue de la préparation du rapport « [Renforcer la résilience climatique : Orientations à l'intention des](#)

[gouvernements et de la coopération au développement](#) ». LoCAL a partagé ses expériences et fournit des recommandations sur la manière d'impliquer les partenaires de développement et les gouvernements qui cherchent à aborder les niveaux infranational et local dans la construction de la résilience des communautés, et sur la manière de poursuivre le principe de subsidiarité dans la conception et la mise en œuvre de stratégies et de programmes sur le changement climatique.

- L'UNCDF a partagé des contributions et des idées tirées de sa vaste expérience en matière de financement et d'action sous-nationaux pour l'adaptation avec des institutions partenaires du domaine du financement du climat et du développement, notamment :
  - La Banque Africaine de Développement, en ce qui concerne sa publication des [Lignes directrices sur l'élaboration d'une méthodologie de mécanisme des avantages de l'adaptation](#)
  - La Convention des Maires en Afrique subsaharienne, qui a présenté LoCAL expérience dans son étude « [Feuille de route pour le Financement de projets climatiques](#) »
  - Le Programme de Dépenses publiques et Responsabilité Financière (PEFA) : l'UNCDF a offert son expertise sur les systèmes de subventions basés sur la performance pour le renforcement de la résilience climatique pour la publication « [Climate Responsive Public Financial Management Framework](#) »
- LoCAL a participé aux consultations menées par le FVC sur l'[Amélioration des Directives d'Accès Direct \(EDA\)](#). LoCAL a servi de panéliste dans deux webinaires organisés par le WRI-FVC, qui ont abouti à l'inclusion des gouvernements locaux dans les nouvelles



lignes directrices de l'AED. Dans le cadre de son engagement avec les fonds verticaux pour le climat pour faciliter l'accès direct des pays membres par le biais du mécanisme LoCAL, l'UNCDF - par le biais de la Facilité - a obtenu le statut d'Observateur au Conseil du Fonds pour l'Adaptation.

- Dans le cadre de son dialogue en cours avec l'UE et sur la base de l'expérience du **Bhoutan**, LoCAL a organisé une session de réflexion avec ses homologues de l'UE sur LoCAL. La session a réuni des membres du personnel de l'UE et de l'UNCDF provenant de diverses zones géographiques et expertises, couvrant des spécialisations dans le changement climatique, les gouvernements locaux et l'appui budgétaire.
- LoCAL s'est engagée avec des initiatives des États membres de l'UE et des partenaires, y compris les 5ème et 6ème Comités de l'Agence française de développement **Adapt'Action** ; la 8ème réunion du Groupe d'Experts de l'Union pour la Méditerranée sur le Changement Climatique sur le financement climatique et la réunion du Comité de pilotage EU Clima-Med, entre autres.

## Normalisation ISO

L'ISO est une autorité internationalement reconnue qui publie des lignes directrices et des cadres mondialement reconnus fondés sur une collaboration internationale. Ces normes reposent sur un consensus et sont des outils essentiels pour aider les gouvernements, l'industrie et les consommateurs à contribuer à la réalisation des ODD. Sur la base d'une décision du Conseil, l'UNCDF a lancé le processus d'élaboration de LoCAL en tant que norme internationale. Cela soutient non seulement l'institutionnalisation de LoCAL en tant que mécanisme mondial de financement climatique local basé sur les pays, mais renforcera la confiance des donateurs - et augmentera ainsi

encore le montant des financements disponibles pour les gouvernements locaux. La normalisation ISO renforcera la renommée de LoCAL en tant qu'outil international d'intégration verticale et de soutien aux PAN et aux NDC, tout en garantissant la cohérence entre les pays qui adoptent la norme.

Suite à l'application de l'UNCDF, le vote ISO 14093, qui s'appuie sur LoCAL, a été approuvé par le Comité technique de l'ISO sur la gestion de l'environnement. Un groupe de travail (WG 16) a été mis en place au sein de ce comité technique ISO. Le groupe de travail est composé d'experts d'organismes nationaux de normalisation ayant une expérience de l'adaptation au changement climatique au niveau local. Lors de la première réunion du groupe en Octobre 2020, les membres ont analysé et discuté des améliorations apportées à la proposition ISO. Une autre série de consultations du groupe de travail et de réunions d'examen est prévue au cours de 2021 pour discuter plus avant de la proposition ISO, et comprendra la participation de la CCNUCC et des représentants des fonds verticaux.

Pour soutenir ces travaux, l'UNCDF a créé le Comité d'experts ISO LoCAL, qui participera au processus d'élaboration des normes par le biais de l'UNCDF et fera partie du groupe de travail. Le comité est principalement composé de représentants et d'experts des gouvernements nationaux et locaux connaissant bien LoCAL, actuellement issus du **Bhoutan**, du **Bénin**, du **Cambodge**, de **la Gambie** et du **Niger**.

La figure 4 montre les étapes nécessaires pour qu'une nouvelle proposition de norme soit développée en ISO. La vitesse de son développement dépend du nombre de réunions du groupe de travail, du niveau de participation au sein du groupe de travail, etc. et peut prendre jusqu'à 48 mois. La proposition LoCAL ISO 14093 est actuellement à l'étape 4.

Figure 4 : **Étapes du processus d'élaboration de la norme ISO**

## Conseil LoCAL

En raison de la pandémie COVID-19, la 7ème réunion annuelle du Conseil du programme mondial de LoCAL s'est tenue virtuellement en Mai 2020. La réunion a enregistré 153 participants, dont des ministres et des représentants de 24 pays membres et candidats membres du mécanisme de LoCAL - **Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, la Gambie, Ghana, RDP lao, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Nepal, Niger, Palestine, São Tomé et Príncipe, Sénégal, les Îles Salomon, Soudan, Tuvalu, Tanzanie et Ouganda**. Des représentants de haut rang des partenaires institutionnels de LoCAL étaient également présents, dont le directeur Planète et Prospérité de la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement de la Commission Européenne, le Chef de l'Unité de Coopération Mondiale sur l'Environnement à l'ASDI, le Directeur de la Division de la Programmation par pays du FVC, ainsi que des collègues de la CCNUCC.

Parmi les observateurs se trouvaient des représentants de l'Agence Française de Développement, de l'Alliance des Villes, d'Enabel, de l'ICLEI, de LuxDevelopment, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Asiatique de Développement, du Bureau Diplomatique Belge à Maputo, de la Coopération Catalane, de la Convention des Maires pour l'Amérique latine, du Global Secrétariat de la Convention des Maires, le Gouvernement Autrichien, le Gouvernement

Italien, le Gouvernement Suisse, le FIDA, l'Institut Coréen de l'Environnement, le réseau mondial NAP, le partenariat NDC, l'OCDE, l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, le Secrétariat de la Communauté du Pacifique, l'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération, le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR), le World Resource Institute et la Munich Climate Insurance Initiative de l'Université des Nations Unies Institut pour l'Environnement et la sécurité humaine. LoCAL a salué leur participation et les invite à la prochaine réunion du Conseil.

Le Conseil était coprésidé par l'Ambassadeur auprès des Nations Unies à la tête du groupe des PMA à l'ONU à New York (poste actuellement occupé par le **Malawi**) et par le Président du groupe des PMA auprès de la CCNUCC (poste actuellement occupé par le **Bhoutan**), assisté du Directeur du Financement du Développement Local de l'UNCDF.

Conformément aux approbations de la sixième réunion, le Conseil a réitéré la nécessité d'établir des modalités pour garantir un financement stable et à long terme de la Facilité LoCAL, en collaboration avec les partenaires financiers. Il a été suggéré d'explorer des options avec le FVC pour accélérer les notes conceptuelles et les propositions de projets qui répondraient à la norme LoCAL et faciliteraient l'accès direct au

FVC à travers les trois phases LoCAL, y compris les modalités de reconnaissance formelle du mécanisme LoCAL. Les pays partenaires sont encouragés à adhérer autant que possible à la norme LoCAL lorsqu'ils passent à un déploiement à l'échelle nationale par le biais de sources de financement parallèles.

Enfin, le Conseil a établi un groupe d'Ambassadeurs de LoCAL, composé de ministres des pays membres de LoCAL, pour jouer un rôle de premier plan dans le soutien à la mise en œuvre de la décision du Conseil de 2020 et plaider en faveur du mécanisme de LoCAL. Les ministres du **Bénin**, de **la Gambie**, du **Mozambique** et du **Niger** ont exprimé leur volonté de servir en tant qu'ambassadeurs de LoCAL.

## Partenariats pour l'apprentissage et le partage des connaissances

LoCAL a mené à bien plusieurs initiatives de communication et de gestion des connaissances visant à développer et à partager des connaissances et des expériences, à la fois parmi ses participants et auprès des communautés plus larges du développement / changement climatique. Les points forts incluent les éléments suivants :

- Quatorze pages Web des pays de LoCAL qui mettent en évidence les points saillants et accomplissements des pays membres figurent sur [le site LoCAL](#). Des matériaux de communication et de partage de connaissances sont disponibles et facilement accessibles en ligne pour se sensibiliser le lecteur à LoCAL et à ses impacts, par exemple la nouvelle brochure de LoCAL brochure, ainsi que des vidéo et infographies sur la facilité. Le site Web LoCAL a enregistré 2966 visites en 2020, une augmentation de 210 % par rapport aux années précédentes.
- En 2020, plus de 25 **produits de partage de connaissance**, y compris des articles et des récits des réussites sur le terrain, des brochures et des vidéos promotionnelles

ont été produits et diffusés sur les sites Web de LoCAL et de l'UNCDF ainsi que sur les plateformes nationales. Par exemple, *Notre Environnement*, le magazine de l'Environnement de l'Agence et du Développement Durable du **Mali** (septembre 2020) a présenté LoCAL, avec de même des articles périodiques sur la plateforme [capacity4dev.eu](#) de l'UE. L'expérience de LoCAL a également été mentionnée sur les sites Web des partenaires - par exemple, les meilleures pratiques de LoCAL-**Bangladesh** ont été mises en évidence dans un article publié [site Web](#) du Partenariat NDC, tandis que les ressources sur la Facilité sont partagées sur le [Portail des Nations Unies pour les PMA](#) et le [site Web](#) de l'AMCC+.

- Le compte Twitter de LoCAL, [@UNCDFLoCAL](#), est passé à 1 413 abonnés à la fin de 2020 - une augmentation de 19,9 % du nombre d'abonnés par rapport à 2019. En 2020, LoCAL a publié 331 tweets, soit une augmentation de 185 % par rapport à l'année précédente. La [chaîne YouTube LoCAL-UNCDF](#) a enregistré 350 abonnés au moment de la rédaction de cet article, et la vidéo promotionnelle LoCAL a enregistré plus de 50 000 vues. La présence de LoCAL sur les réseaux sociaux sur Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram et YouTube montre une croissance régulière et des mises à jour cohérentes.

Pour maximiser les synergies et les ressources, LoCAL collabore aux niveaux mondial, régional et national avec diverses organisations ayant une expertise dans les domaines de la gouvernance locale, du développement et du changement climatique.

- Au niveau mondial, LoCAL a conclu un partenariat stratégique avec l'**Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche (UNITAR)** pour développer un module de formation sur les lignes directrices de LoCAL et l'ACCAF. L'objectif principal du

programme de formation est de s'assurer que les principales parties prenantes ont une compréhension suffisante du mécanisme LoCAL, de ses différents éléments et des mesures à prendre pour pouvoir participer efficacement au mécanisme. Dans le cadre de ce partenariat, un tutoriel en ligne a été publié fin 2020 pour fournir une plate-forme d'apprentissage en ligne pour les praticiens LoCAL, facilitant la consolidation et la mise à l'échelle de LoCAL dans le pays et dans le monde. La [formation en ligne](#) est disponible sur la plate-forme e-Learn de l'UNCC.

- Des partenariats importants ont été renforcés pour faire progresser la coopération dans des domaines stratégiques tels que le suivi de l'adaptation et l'évaluation d'impact avec le [WRI](#). En 2020, LoCAL a enclenché le déploiement progressif de la méthodologie ACCAF dans les pays membres. Des sessions virtuelles de renforcement des capacités ont été organisées avec le personnel de pays de l'UNCCD pour assurer l'appropriation des outils et leur permettre de former le personnel des administrations locales à l'utilisation de LoCAL tout au long du processus de planification locale et de gestion de projet au fur et à mesure du déploiement des SRCBP. Le WRI et l'UNCCD ont continué de collaborer à l'amélioration des outils de l'ACCAF et à assurer l'alignement global dans la conceptualisation de LoCAL au niveau des pays, avec les éléments constitutifs de l'ACCAF. Des collaborations avec le WRI ont également été poursuivies pour entreprendre des évaluations de recherche dans les pays en différentes phases de déploiement de LoCAL afin d'évaluer l'impact probable du mécanisme sur les avantages locaux de l'adaptation et sur la mise en forme des écosystèmes pour améliorer le potentiel de levier du financement climatique. Le [Bhoutan](#) a été le premier pays à lancer cet exercice en 2020.
- S'appuyant sur une collaboration existante avec l'[Institut Coréen de l'Environnement](#), LoCAL a élargi son réseau d'experts et d'institutions spécialisées pour entreprendre de solides évaluations des risques climatiques conformément aux directives du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) grâce à la modélisation de la réduction d'échelle du climat et à la cartographie des risques climatiques pour soutenir la prise de décision sur les investissements d'adaptation. Des évaluations des risques climatiques sont en cours au [Mali](#), au [Niger](#), à [São Tomé et Príncipe](#) et en [Ouganda](#), d'autres suivront. LoCAL a également engagé des conversations avec d'autres partenaires techniques (par exemple AGRHYMET et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit - GIZ) pour maximiser les efforts de production et de mise à disposition d'informations climatiques scientifiques de haute qualité au niveau local. LoCAL a également conclu une collaboration avec le [Centre de Suivi Ecologique](#) pour poursuivre ces efforts avec [la Gambie](#).
- À la fin de 2020, LoCAL était engagé dans des discussions pour collaborer avec le [programme de travail de Nairobi dans le cadre de la CCNUCC](#). Une collaboration possible a été identifiée avec le [Programme de partenariat des Nations Unies sur les changements climatiques et les universités](#) pour explorer les possibilités de combler les lacunes en matière de connaissances d'adaptation afin de mettre en œuvre des activités dans les PEID et les PMA conformément à LoCAL. Cela pourrait impliquer des étudiants diplômés et des universités travaillant avec LoCAL pour entreprendre des évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité pour l'adaptation infranationale, en produisant des produits de connaissance sur des domaines thématiques spécifiques qui pourraient être

utiles aux gouvernements locaux et aux communautés participants dans les pays de LoCAL (par exemple, adaptation basée sur l'écosystème / nature solutions basées sur les ressources en eau, gestion des ressources en eau, agriculture intelligente face au climat) ; ou par le déploiement en tant que Volontaires des Nations Unies pour accompagner les gouvernements locaux et les communautés dans le renforcement des capacités de collecte, d'analyse et de contextualisation des données climatiques, l'intégration, la planification et la programmation participatives de l'adaptation.

- L'UNCDF a établi un partenariat avec la **Banque Africaine de Développement** pour piloter et opérationnaliser l'ABM et le rendre disponible pour une utilisation plus large. L'ABM est une approche coopérative non commerciale innovante pour mobiliser des financements du secteur public et privé pour le renforcement des actions d'adaptation, axée sur les résultats en introduisant un nouvel actif - des avantages d'adaptation certifiés. On s'attend à ce qu'ABM réduise le risque de prêts et encourage les investissements dans l'adaptation, tout en engageant de nouveaux acteurs dans les actions d'adaptation et dans le financement. Il vise à aider les pays en développement à mettre en œuvre leurs CDN, en particulier le volet adaptation nécessitant un soutien international. Il a le potentiel d'aider à accélérer la transformation des pays hôtes vers un développement à faibles émissions, résilient au changement climatique et durable. Avec le financement du FVC, l'initiative ABM envisage de réaliser

au moins 10 projets de démonstration d'adaptation à faible impact et reproductibles dans les communautés vulnérables de six PMA africains. L'UNCDF sera la principale entité d'exécution responsable de la mise en œuvre de 8 des 10 projets de démonstration et activités de programme ABM dans cinq des six pays hôtes : le **Bénin**, le **Mozambique**, le **Sénégal**, le **Rwanda** et l'**Ouganda**.

- Depuis que la Facilité LoCAL s'est associée au Partenariat NDC et à la CCNUCC, LoCAL a aidé les pays à renforcer leurs ambitions et leur mise en œuvre en matière de CDN au niveau infranational. En 2020, LoCAL a étendu son appui à la **Côte d'Ivoire** sur le processus de révision de sa CDN, notamment sur la question de la décentralisation et de l'intégration verticale. Le Secrétariat de LoCAL a travaillé en étroite collaboration avec le Partenariat NDC et les pays membres pour s'assurer que LoCAL contribue de manière fructueuse aux plans du Partenariat NDC pour la réalisation des objectifs fixés dans les CDN. Au **Niger**, par exemple, une évaluation des risques climatiques de LoCAL à l'échelle du pays est incluse comme produit clé pour soutenir le processus de révision des CDN du pays et faire progresser le développement de plans d'adaptation infranationaux, et inclut la cartographie des communautés à risque et de vulnérabilité.



Tableau 5 : **Progrès en 2020 sur le cadre des résultats et des ressources de LoCAL**

Indicateur	2014-2020	2020
<b>Impact : Promouvoir la résilience climatique des communautés et des économies locales en augmentant les investissements dans l'adaptation au changement climatique au niveau local dans les pays cibles, contribuant ainsi à la réalisation des ODD 1 et 13 et des cibles spécifiques des ODD et de l'adaptation au changement climatique (CCA) spécifiques au pays</b>		
<b>I.1</b> Nombre de bénéficiaires des investissements et interventions du CCA financés par le mécanisme LoCAL / SRCBP (ventilé par sexe)	11 538 098	
<b>I.2</b> Nombre de PMA, de petits États Insulaires en Développement et de Pays En Développement qui reçoivent un soutien spécialisé, et montant de l'aide, y compris le financement, la technologie et le renforcement des capacités, pour les mécanismes de renforcement des capacités pour une planification et une gestion efficaces liées aux changements climatiques, y compris un regard focalisé sur les femmes, les jeunes et les communautés locales et marginalisées, à travers LoCAL		
Nombre de pays participant à LoCAL (phases I / II / III)	27	
Nombre de pays candidats (phase de conception)		
Volume du soutien (\$)	42 140 442	
<b>I.3</b> Preuve de l'impact du CCA des investissements et des interventions proposées par le CCA dans les communautés ciblées à travers des études de cas, en se concentrant en particulier sur les groupes de population les plus vulnérables et en appliquant une approche sensible au genre	0	
<b>Résultats</b>		
<b>O.1</b> Accroître l'accès des gouvernements locaux au financement climatique (international) pour mettre en œuvre des investissements pour l'adaptation au changement climatique dans les pays cibles		
<b>O.2</b> Mettre en place un mécanisme national standard et internationalement reconnu pour canaliser le financement climatique et accroître la résilience locale à travers les SRCBP		
<b>O.1.1</b> Volume de financement climatique international acheminé par et / ou mis à profit par le mécanisme SRCBP conçu par l'UNCDF (ventilé par source) (\$)	99 070 654	14 544 639
Volume public - total (\$)		
Volume privé - total (\$)		
Financement direct (\$)	73 005 184	8 165 226
Financement parallèle (\$)	26 065 471	6 379 413
<b>O.1.2</b> Nombre de pays participants qui ont été accrédités auprès des fonds et / ou mécanismes internationaux pour le climat pour accéder au financement climatique international grâce au soutien de LoCAL / UNCDF	3	
<b>O.2.1</b> Nombre et pourcentage de pays participants passant de la phase pilote (phase I) à la consolidation (phase II) et de la consolidation au déploiement du mécanisme SRCBP (phase III)	2 pays (Phase I -> Phase II)	
Nombre de pays en conception	13	
Nombre de pays en phase I	7	
Nombre de pays en phase II	5	
Nombre de pays en phase III	2	
<b>Les sorties</b>		
<b>R.1</b> La sensibilisation et les capacités à répondre à l'adaptation au changement climatique sont accrues au niveau local		
<b>R.1.1</b> Nombre de gouvernements locaux ciblées qui collectent, mettent à jour et analysent régulièrement les informations sur le changement climatique		282
<b>R.1.2</b> Montant des subventions pour le renforcement des capacités accordées aux pays participants (\$)	4 033 881	2 602 547

Indicateur	2014-2020	2020
<b>R.1.3</b> Nombre de responsables des autorités nationales et locales et de représentants des communautés qui ont participé aux activités de sensibilisation et de renforcement des capacités (ventilé par sexe et domaine)		1 563
Nombre d'hommes formés		1 047
Nombre de femmes formées		516
Nombre de personnes formées à l'utilisation des données CC (y compris les systèmes d'alerte précoce)		27
Nombre de personnes formées à la planification et à la budgétisation de l'ACC		621
Nombre de personnes formées à la gestion et à la maintenance des investissements ACC		766
Nombre de personnes formées au suivi et à l'évaluation de l'ACC		39
Autre		110
<b>R.1.4</b> Nombre et pourcentage de gouvernements locaux participantes remplissant les conditions minimales sans qu'il soit nécessaire de prendre des mesures correctives		
Nombre absolu		252
Pourcentage par rapport à la cible R.3.2		87
<b>R.2</b> L'ACC est intégré dans les systèmes de planification et de budgétisation du gouvernement, et les investissements sont mis en œuvre conformément au mécanisme du SRCBP		
<b>R.2.1</b> Nombre de gouvernements locaux ciblées qui ont intégré l'ACC dans leurs processus locaux de planification et de budgétisation		297
<b>R.2.2</b> Nombre et valeur des interventions et investissements climatiques financés par le mécanisme SRCBP (ventilés par type : renforcement des capacités / équipement / infrastructure et écosystémique, secteur et écosystème)		
Nombre d'investissements	1 686	595
Valeur des investissements (\$)	25 992 114	11 244 502
<b>R.2.3</b> Pourcentage de gouvernements locaux qui promeuvent la gouvernance communautaire dans un ou plusieurs domaines de planification, de passation de marchés, de suivi et de gestion des investissements du SRCBP		124
<b>R.2.4</b> Pourcentage des investissements et des interventions du SRCBP ciblant explicitement les femmes		
<b>R.3</b> Le système SRCBP est mis en place de manière efficace et durable dans les pays participants et conduit à une augmentation du montant du financement ACC disponible pour le gouvernement local et l'économie locale		
<b>R.3.1</b> Montant du SRCBP livré aux gouvernements locaux participantes (\$)	17 053 000	4 364 924
<b>R.3.2</b> Nombre et augmentation moyenne des gouvernements locaux utilisant activement le système SRCBP dans les pays participants		
Nombre absolu		289
Augmentation en pourcentage au cours de l'année 1		11
<b>R.3.3</b> Volume des ressources nationales acheminées et / ou exploitées par le mécanisme SRCBP conçu par l'UNCDF (ventilé par source) (\$)		
Volume public intérieur (\$)	16 920 471	6 379 413
Volume domestique privé (\$)		
<b>R.3.4</b> Preuve de l'institutionnalisation du système SRCBP dans les pays participants par le biais de réformes politiques, réglementaires ou institutionnelles	3	3*
<b>R.4</b> Le rôle des gouvernements locaux et des SRCBP dans la lutte contre le changement climatique est de plus en plus reconnu au niveau international, grâce à la sensibilisation et à l'assurance qualité		
<b>R.4.1</b> Nombre d'initiatives de haut niveau faisant référence à l'expérience LoCAL / UNCDF	45	10
<b>R.4.2</b> Preuve de l'utilisation des connaissances et des produits de communication du SRCBP / LoCAL par la communauté internationale sur le climat et le développement (nombre)	2	1

Remarque : - = non disponible ; na = non applicable. \* Cambodge et Bhoutan et Bénin.

Le **Mécanisme de Financement de l'Adaptation au niveau Local (LoCAL)**, hébergé par le UN Capital Development Fund (UNCDF), a été conçu pour promouvoir la résilience des communautés et des économies locales face au changement climatique, en établissant un mécanisme standard, reconnu au niveau international et aligné aux politiques nationales pour canaliser le financement climatique vers les gouvernements locaux. Il vise ainsi à contribuer, au niveau local, à la réalisation de l'Accord de Paris et des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'éradication de la pauvreté (ODD 1), les villes et les collectivités durables (ODD 11) et l'action pour le climat (ODD 13). LoCAL fait prendre conscience des changements climatiques et renforce les capacités au niveau local. LoCAL intègre l'adaptation au changement climatique dans la planification et la budgétisation des gouvernements locaux d'une manière participative et sensible au genre, et permet de mettre les financements pour l'adaptation au changement climatique à disposition des gouvernements locaux. D'une part, LoCAL fait usage des Subventions pour la Résilience Climatique Basées sur la Performance (SRCBP) –qui garantissent la programmation et la vérification des dépenses pour l'adaptation au niveau local, tout en offrant de fortes incitations à l'amélioration des performances pour une meilleure résilience – et d'autre part, d'un appui technique et d'un renforcement des capacités.

L'**UN Capital Development Fund (UNCDF)** facilite l'accès aux capitaux publics et privés par les populations les plus démunies dans les 46 pays les moins avancés du monde (PMA). Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d'instruments d'investissement, l'UNCDF offre des modèles de financement du «last mile» permettant de débloquent les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d'encourager le développement économique local. Les modèles de financement de l'UNCDF ouvrent à travers trois axes, à savoir : 1) les économies numériques inclusives, qui connectent les personnes, les ménages et les petites entreprises aux écosystèmes financiers qui catalysent la participation à l'économie locale et fournissent des outils pour vaincre la pauvreté et gérer leur vie financière ; 2) le financement du développement local, qui permet aux municipalités de dynamiser l'expansion économique locale et le développement durable par le biais de la décentralisation fiscale, du financement municipal innovateur et du financement structuré de projets ; et 3) le financement d'investissements, qui fournit une structuration financière catalytique, une réduction des risques et le déploiement des investissements pour favoriser l'impact des ODD et la mobilisation des ressources au niveau national.



 [LoCAL.Facility@uncdf.org](mailto:LoCAL.Facility@uncdf.org)

 [www.local-uncdf.org](http://www.local-uncdf.org)

 [www.youtube.com/local-uncdf](http://www.youtube.com/local-uncdf)

 [@UNCDFLoCAL](https://twitter.com/UNCDFLoCAL)